

UNE ALLEMAGNE, OU DEUX ?

La perspective d'une Allemagne réunifiée au centre de l'Europe est supposée effrayer tout le monde; mais cela importe-t-il encore vraiment ?

PAR THOMAS RISSE-KAPPEN

LA «QUESTION ALLEMANDE» PARAÎSSAIT réglée. Après tout, deux fois au cours de ce siècle, une Allemagne unifiée au milieu de l'Europe avait abouti au désastre; elle avait été en grande partie responsable de la Première Guerre mondiale et elle avait déclenché la Seconde. Il ne devait pas y avoir de troisième chance. Même en pleine instabilité politique généralisée en Europe de l'Est, la division de l'Allemagne, elle au moins, semblait solide. Du reste, il n'y avait apparemment aucune raison de croire que les Allemands, de l'Est ou de l'Ouest, tenaient un calendrier secret concernant une réunification éventuelle. La célèbre *Ostpolitik* ouest-allemande (politique visant à améliorer les rapports avec l'Europe de l'Est, la République démocratique allemande [RDA] et l'Union soviétique) n'a été possible que moyennant un statu quo territorial et politique en Europe. Par ailleurs, on pourrait affirmer que la génération ayant connu un État allemand unifié est sur le point de perdre la maîtrise des deux Allemagne et que les Allemands plus jeunes, tant à l'Est qu'à l'Ouest, ne sont pas attachés sentimentalement au concept d'une grande Allemagne.

Cependant, les événements de cet automne ont remis en question la sagesse conventionnelle. Tout à coup, la question allemande revient à l'ordre du jour international. D'abord, il y a eu l'exode massif des Allemands de l'Est, accompagné de scènes télévisées sans précédent : des réfugiés qui, dans l'ambassade d'Allemagne de l'Ouest à Prague, criaient «liberté» au moment où le ministre des Affaires étrangères de la RFA, M. Genscher, révélait l'accord qu'il venait de conclure avec la RDA pour les laisser passer à l'Ouest; des milliers qui, les larmes aux yeux, criaient «Deutschland» (Allemagne) en arrivant enfin en Allemagne de l'Ouest, à peine avaient-ils franchi la frontière de l'Allemagne de l'Est; et au milieu de tout cela, le «Parti socialiste unitaire» est-allemand (SED) qui fêta quarante années de «socialisme victorieux» aux dépens de l'Occident capitaliste et qui prenait fait et cause pour les dirigeants chinois contre «la campagne impérialiste visant à faire disparaître le socialisme».

Ensuite, événement plus important encore, ceux qui ont décidé de rester dans le pays se sont exprimés haut et fort. Soutenue et protégée par l'Église protestante, l'opposition politique s'est organisée et a déclenché les plus grandes mani-

festations (spontanées et non officielles) jamais vues en Allemagne de l'Est (y compris pendant les événements de 1953 au cours desquels des manifestations de bien moindre ampleur avaient été réprimées dans la violence). Des centaines de milliers de personnes se sont rassemblées dans Berlin-Est, à Dresden et à Leipzig.

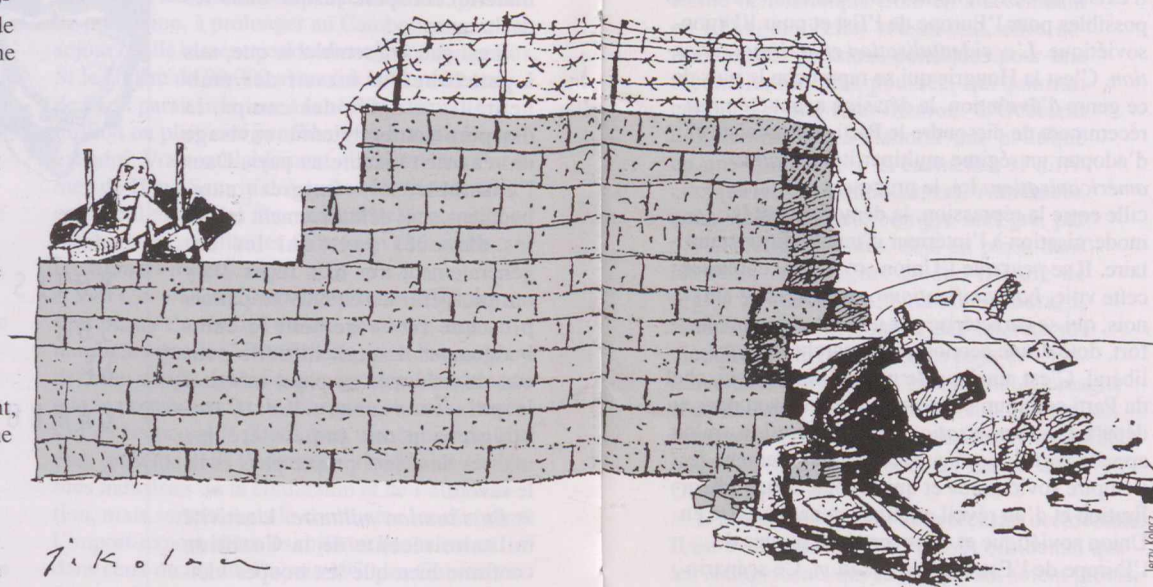
L'opposition politique, qui existait avant ces récents événements, mais qui est pour la première fois à même d'attirer un soutien franc et massif, voit la réponse aux problèmes de la RDA dans le socialisme démocratique et non dans le capitalisme. Bref, ces Allemands de l'Est ne veulent pas rester les oubliés du stalinisme dans une ère de réforme en Europe de l'Est et en Union soviétique. Ils veulent que la République démocratique allemande se montre digne de son nom.

Quelles que soient les véritables intentions du parti communiste, il ne lui suffira pas de faire de beaux discours et de gagner du temps. Une révolution démocratique a été déclenchée et seules de vraies réformes politiques soulageront le système est-allemand des pressions s'exerçant sur lui et empêcheront que l'exode massif se poursuive.

QUE SIGNIFIENT CES ÉVÉNEMENTS POUR LES DEUX Allemagne, dans l'ordre européen d'après la Guerre froide ? Les considérations suivantes ne sont que des suppositions, car s'il y a quelque chose de certain ces temps-ci, c'est l'incertitude de l'avenir. Pour commencer, l'argument selon lequel une RDA réformée perdrait sa raison d'être en tant qu'État indépendant présente de sérieuses failles. Ce sont des intransigeants opposés aux réformes à Berlin-Est et, ironiquement, quelques Occidentaux incapables d'imaginer une Allemagne de l'Est démocratisée choisissant de remplacer le stalinisme par autre chose qu'un capitalisme à l'occidentale, qui avancent cette idée. Ils soutiennent que, si les Allemagne deviennent impossibles à différencier dans leurs systèmes politiques, économiques et sociaux, on ne pourra résister à la tendance favorable à la réunification. Selon cette logique, l'Autriche et l'Allemagne fédérale devraient être fortement tentées par l'unification. Les Autrichiens et les Allemands de l'Ouest parlent la même langue,

ont des systèmes politiques et économiques similaires, et de nombreux liens culturels unissent leurs pays. Pourtant, personne ne parle d'une unification germano-autrichienne. En outre, il ne faudrait pas oublier que, dans toute l'histoire allemande depuis le Moyen-Âge, il n'a existé d'État allemand unitaire que pendant soixante-quatorze ans, soit entre 1871 et 1945.

À dire vrai, on peut concevoir que la RDA renforcera, de fait, son identité en se lançant dans un processus de réforme politique. Pour l'instant, l'État est-allemand ne possède qu'une légitimité d'emprunt en tant que fer de lance du stalinisme en Europe de l'Est, elle qui doit constamment se démarquer de la République fédérale. L'identité de l'Allemagne de l'Est se définit par opposition à celle de l'Allemagne de l'Ouest. Ces quarante dernières années, la présence de



troupes soviétiques dans le pays a servi à palier ce manque de légitimité. Quand, au cours de son récent passage à Berlin-Est, M. Gorbatchev a déclaré à M. Honecker que les décisions concernant la RDA doivent se prendre à Berlin-Est et non à Moscou, il disait clairement qu'une époque était révolue. Le régime ne peut plus compter sur l'appui de l'URSS pour se justifier face aux habitants du pays.

Il se peut que la démocratisation du système soit la seule façon (et la dernière chance pour les

dirigeants actuels) de gagner le soutien des Allemands de l'Est. Il faudrait d'ailleurs noter que, contrairement à celle de la Pologne et de l'Union soviétique, l'économie de l'Allemagne de l'Est est encore en relativement bon état, avec un revenu par habitant comparable, en gros, à celui de l'Italie. Il semblerait que le récent exode ait été déclenché autant par la frustration politique que par des facteurs économiques.

S'IL EST TRÈS DOUTEUX QU'UNE ALLEMAGNE DE l'Est réorganisée disparaîtrait en tant qu'État indépendant, que dire de sa cousine occidentale ? La cacophonie de voix qui s'élèvent en RFA ces jours-ci donnerait à penser que les Allemands de l'Ouest profitent d'une occasion longtemps attendue pour promouvoir l'idée d'une réunification. Ainsi, la presse a fait savoir que le gouvernement fédéral veut réinscrire la question allemande à l'ordre du jour des pourparlers Est-Ouest. Certains conservateurs ont même réouvert la question de la frontière polonaise occidentale (la ligne Oder-Neisse), que le traité de 1970 entre la RFA et la Pologne était censé avoir réglé une fois pour toutes.

Tout ce brouhaha est principalement attribuable à une réaction compréhensible face aux événements étonnants qui ont lieu en Allemagne de l'Est. Les mécanismes de la politique nationale ouest-allemande expliquent le reste en grande partie. L'émergence d'un parti de droite réactionnaire, le *Republikaner*, menace sérieusement la base politique des chrétiens démocrates (CDU et CSU) au pouvoir. Si la tendance actuelle

se maintient, le CDU risque de perdre le pouvoir aux élections fédérales de l'an prochain. Le chancelier Kohl a donc décidé, manifestement, d'évoquer de plus en plus la réunification pour attirer les électeurs conservateurs. En plus, l'aile droite de son parti a son propre programme. En

revanche, le parti socio-démocrate (le SPD, l'opposition de gauche en RFA), qui gardait des liens étroits avec le SED est-allemand, ne veut pas, ces jours-ci, être taxé de «mollesse» à l'égard de Berlin-Est.

Derrière ces voix dissonantes, cependant, un assez large consensus se dessine à Bonn, du centre droit au centre gauche, d'abord sur le fait que la démocratie et la liberté importent plus que l'unité allemande (d'où l'exhortation à des réformes en RDA), puis sur l'idée que la question allemande ne peut être séparée de la question plus vaste de l'avenir de l'Europe et des deux alliances. Ainsi, la grande majorité des spécialistes de la politique étrangère en RFA (et, de toute évidence, des groupes d'opposition est-allemands aussi, sans parler du régime actuel) s'accordent à penser que l'idée des deux Allemagne quittant leurs alliances respectives pour adopter un statut neutre en tant que nation réunifiée n'est ni souhaitable ni réalisable. L'Allemagne restera donc divisée aussi longtemps que l'OTAN et le Pacte de Varsovie continueront d'exister, et que les deux États allemands accepteront cette réalité.

AVEC TOUT CELA, OÙ EN EST LA QUESTION allemande ? Plus important encore, qu'est-ce au juste que la question allemande ? Pendant quarante ans, le sujet a eu des dimensions à la fois intérieures et extérieures. La partie intérieure concernait les droits de la personne, la démocratie et l'autodétermination pour les populations des deux Allemagne. Des réformes politiques en RDA devraient régler cet aspect du problème. Après tout, si en Europe de l'Est et en URSS, la Guerre froide avait la démocratie et la liberté pour objets, la question allemande a les mêmes racines en Allemagne de l'Est.

En comparaison, l'aspect extérieur de la question, à savoir la nature des rapports entre les deux États, est secondaire. C'est entre deux extrêmes qu'il faut rechercher des solutions possibles. D'un côté, les deux pays pourraient se considérer mutuellement comme des États pleinement souverains et indépendants. Pour Bonn, cela signifierait reconnaître officiellement la RDA et modifier la constitution fédérale, dont l'un des articles pose encore l'unité allemande comme objectif. Ce sont là deux perspectives peu probables.

En outre, les deux Allemagne ont toujours entretenu des rapports particuliers. Même en pleine Guerre froide, Bonn et Berlin-Est maintenaient certains contacts, notamment en ce qui concernait le commerce et l'accès à Berlin-Ouest. Traiter les relations interallemandes comme n'importe quelles relations interétatiques revient à ne pas tenir compte des liens politiques, économiques, sociaux et culturels toujours forts qui unissent les deux pays, même après quarante années de partition.

D'un autre côté, créer un État allemand unique ne résoudra pas nécessairement le problème de la division, et ce n'est certainement pas la solution la plus souhaitable. Même la constitution fédérale ne l'exige pas. De plus, il faut prendre en compte les inquiétudes légitimes que suscite, en Pologne,

en France, aux Pays-Bas, en URSS et dans d'autres pays, la perspective d'une Allemagne unifiée.

CE QUI REVIENT À DIRE QUE LA QUESTION ALLEMANDE devrait être traitée dans le contexte plus vaste de l'ordre européen d'après la Guerre froide. Si les choses se passent bien (ce que rien ne garantit vraiment), un nouvel ordre européen unifiant le continent est envisageable d'ici dix à vingt ans. Il devrait se construire à partir du processus entamé à Helsinki en 1975 (la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ou CSCE). Les avantages de la CSCE, par comparaison avec d'autres institutions européennes, sont qu'elle est multilatérale et non pas bloc à bloc, et que les deux superpuissances et le Canada y participent, ainsi que les pays européens non alignés et neutres. Il faudrait, dans tout nouvel ordre européen, préserver ces éléments qui ont assuré la sécurité des membres principalement par des accords de coopération non militaires et par des garanties mutuelles, et qui ont permis de réduire les forces militaires à des niveaux très bas. La participation de l'OTAN et celle du Pacte de Varsovie seraient nécessaire au bon déroulement de la transition, après quoi les deux alliances, perdant peu à peu leur raison d'exister en tant que facteurs d'organisation dans l'ordre européen, pourraient se dissoudre.

Dans un tel contexte, l'unité allemande semblerait moins menaçante au reste du monde. La souveraineté nationale au sens traditionnel du terme serait largement dépassée de toute façon, puisque beaucoup de questions que l'on réglait au niveau national seraient confiées à des instances internationales comme la Communauté européenne ou la CSCE. Peu importerait alors que les deux Allemagne continuent d'exister en tant qu'États indépendants, ou qu'elles décident de former une confédération quelconque.

Peut-on en arriver là, vu les bouleversements actuels dans le bloc de l'Est ? C'est la situation économique de ces pays qui est le facteur décisif. S'il est principalement du ressort des Européens de l'Est et des Soviétiques d'empêcher qu'elle se dégrade de manière catastrophique, les Occidentaux ont aussi leur part de responsabilité. Pourquoi ne pas lancer un plan Marshall d'aide à l'Europe de l'Est pour en favoriser la stabilisation économique ? Pourquoi ne pas conclure des accords généraux de limitation des armements qui réduiraient de beaucoup les arsenaux classiques et nucléaires ? Des réductions considérables sont un préalable à la création d'un ordre européen pacifique au sein duquel la question allemande pourrait être réglée de manière satisfaisante pour les Allemands et pour leurs voisins. Par ailleurs, si la situation devenait extrêmement instable, le monde aurait moins à craindre en cas de crise si les forces militaires avaient été nettement réduites au préalable. □